



PERSPECTIVES

Pour rompre le silence

Le fossé entre les deux solitudes au Canada se creuse. Il faudra bien reprendre le dialogue.

Depuis plus de 15 ans, la place du Québec dans la fédération ne fait plus l'objet d'une réflexion commune et, surtout, d'un dialogue soutenu entre le Québec et le reste du pays. Le fossé entre les deux solitudes s'est creusé. Le temps est venu de rebâtir les ponts, croient les organisateurs d'une conférence tenue cette semaine à Toronto. Il reste à trouver la manière, cependant.

MANON CORNELIER

Le 30 octobre 1995, les résultats du référendum sur la souveraineté du Québec tombent comme une bombe: 50,48 % pour le Non et 49,42 % pour le Oui. Les forces fédéralistes sont sous le choc. Le Canada est passé à un cheveu de voir le Québec lui tourner le dos.

Mais près de la moitié de la population québécoise vient aussi de lui dire qu'elle est profondément insatisfaite du statut actuel du Québec. Au lieu de chercher une façon de remédier à la situation et de renouer avec ces citoyens, le Canada cherchera, dans les mois et années qui suivront, à verrouiller la porte. Suivront le renvoi à la Cour suprême et la Loi sur la clarté.

Après, le silence s'est installé. Des deux côtés, accompagné d'une indifférence mutuelle croissante poussant chacun à vaquer de façon isolée à ses affaires. «L'absence de réaction du reste du Canada a fait en sorte que bien des Québécois ont conclu qu'il n'y avait rien à attendre du reste du pays», note le politologue Luc Turgeon, de l'Université d'Ottawa. De leur côté, les Québécois se sont cantonnés dans une «politique du refus et de la chaise vide» et un désintérêt pour les grands débats sur l'avenir du pays, incitant ainsi le Canada à regarder ailleurs.

Résultat, le problème à la source de ce malaise n'est toujours pas résolu, notait la professeure de droit constitutionnelle Eugénie Brouillet, dans le cadre d'une conférence sur la «question du Québec pour la prochaine génération», tenue à l'Université de Toronto cette semaine.

Il faut se parler

Organisée par le Groupe de recherche sur les sociétés plurinationales de l'UQAM et la School of Public Policy and Governance de l'Université de Toronto, la rencontre avait justement pour but de briser ce silence et de créer de nouveaux canaux de communication parmi une nouvelle génération de chercheurs et d'experts qui n'ont pas connu les batailles passées.

«L'objectif est d'opérer un rapprochement, de briser le silence sur les deux solitudes, parce qu'on est de plus en plus deux communautés aliénées une de l'autre», explique l'instigateur Alain-G. Gagnon, de l'UQAM. «On partage un espace géopolitique, on aurait donc intérêt à s'entendre sur les enjeux importants et un ensemble de politiques publiques.»

Plus d'une centaine d'universitaires, de juristes et de politiciens du Québec et du reste du Canada ont répondu à l'appel, désireux eux aussi de relancer le dialogue. Et dialogue il y a eu, bien qu'il ait eu parfois les allures d'un dialogue de sourds. On s'entendait sur la nécessité de résoudre cette fameuse question du Québec, mais on divergeait sur les moyens.

Les conférenciers de l'extérieur du Québec ne pouvaient se résoudre à l'idée de rouvrir la Constitution. Du moins pas maintenant. L'ancien premier ministre ontarien David Peterson a donné le ton dès le début des travaux en disant qu'il ne croyait plus possible de la modifier. Le Canada, dit-il, a raté «la chance d'une vie» avec l'accord du lac Meech. Le constitutionnaliste Patrick Monahan a renchéri. «Est-il sage de se pencher sur cette question maintenant? La réponse est non», a-t-il dit.

Vétéran des négociations passées, le professeur David Cameron, de l'Université de Toronto, a dit croire que la Constitution serait un jour modifiée, mais par la nouvelle génération. L'ancien greffier du Conseil privé Mel Cappe et l'ancienne juge à la Cour suprême Louise Arbour jugent eux aussi qu'il ne faut pas relancer délibérément ce débat.

Différentes voies

Les suggestions n'ont pas manqué pour rétablir les liens et faire face ensemble aux nouvelles pressions qui s'exercent sur la fédération canadienne. Ancienne députée libérale, Martha Hall Findlay a souligné les risques posés par les tendances économiques actuelles avec le déplacement du centre de gravité économique et les disparités entre les provinces. Selon elle, les provinces doivent immédiatement se concerter pour y faire face.

Se doutant de ce que le recensement allait nous apprendre cette semaine, David Peterson a soulevé la question des changements démographiques qui accompagnent ce mouvement vers



PETER JONES REUTERS



PEDRO RUIZ LE DEVOIR



SHAUN BEST REUTERS

Deux premiers ministres un an après le dernier référendum sur l'indépendance du Québec.

l'Ouest. À son avis, il est urgent de renouer le dialogue pour identifier les valeurs communes aux diverses régions.

Et on veut que le Québec y contribue tout en y défendant ses intérêts. Mais encore faudrait-il que le Québec y mette du sien, surtout dans le contexte actuel, en étant plus actif, par exemple, au sein du Conseil de la fédération, une institution qu'il a contribué à créer mais où il joue un rôle effacé depuis le départ du ministre Benoît Pelletier, déplore Alain-G. Gagnon.

Des outils existent pour rétablir la communication entre tous les partenaires, ont dit plusieurs participants, mais la plupart refusaient pour le moment d'envisager la voie constitutionnelle.

Or, ont rappelé la plupart des experts québécois présents à Toronto, on ne pourra y échapper. Luc Turgeon convient que le contexte actuel ne s'y prête guère avec un gouvernement fédéral qui a opté pour le désengagement, en plus d'irriter bien des Québécois avec les symboles qu'il valorise. Mais, a-t-il dit, «pour vraiment renouer avec les Québécois, il faudra passer par la Consti-

tion». Eugénie Brouillet est du même avis.

La source du problème étant constitutionnelle, la solution doit l'être aussi, dit-elle. «La Constitution, c'est important, surtout dans une fédération comme la nôtre. Et quand une Constitution souffre d'un déficit de légitimité d'une large partie de la population, comme c'est le cas ici, on ne peut laisser faire.»

Premier pas

Alain-G. Gagnon ne s'inquiète pas de ces divergences. Il faut, rappelle-t-il, renouer la conversation, voir où chacun en est, explorer de nouvelles idées, intégrer la nouvelle génération de penseurs à l'exercice avant de pouvoir trouver des terrains d'entente. Et cette conversation ne fait que redémarrer. En fait, il se disait encouragé par l'intérêt suscité par cette conférence alors que la question du Québec est reléguée à l'arrière-plan depuis des années.

Lui-même voit des signes d'évolution. Comme

«Cuba sort la tête de l'eau»

Raúl Castro affirme sa volonté de moderniser le pays. Optimiste et prudente, la population observe.

GÉRARD THOMAS

La Havane — Ivano fait une moue dubitative. «Rajeunir les dirigeants cubains? Sûr que ce serait une bonne chose, puisque nombre d'entre eux sont plus que septuagénaires, note-t-il en esquissant un sourire. Mais les figures historiques du régime, souvent des compagnons d'armes du président Raúl Castro, s'accrochent au pouvoir et Raúl a confiance en elles.» Cet enseignant de 28 ans, lunettes noires et chapeau de paille fiché sur la tête, n'est pas membre du Parti communiste cubain (PCC), mais il a suivi les débats de la conférence nationale — sorte de mini-congrès du PCC — qui s'est tenue les 28 et 29 janvier au Palais des conventions de La Havane, en présence de 811 délégués. Une première du genre depuis la fondation du parti par Fidel Castro, en 1965. Au menu de la conférence: le rajeunissement des cadres, le «changement des mentalités», la lutte contre la corruption et la rectification des «inepties du passé». Vaste programme, destiné avant tout à «actualiser le socialisme» et à soutenir les réformes économiques décidées en avril, lors du 6e congrès du parti.

«Ou nous changeons ou nous coulons», avait prévenu Raúl Castro en convoquant cette conférence. Il a tempéré ses propos quelques jours avant son ouverture, en assurant qu'il ne fallait «pas se faire trop d'illusions».

Le bilan des discussions peut en effet paraître modeste. Le rajeunissement des cadres, régulièrement présenté comme une priorité par le président cubain, se fera à un rythme de sénateur: 20 % des effectifs seulement seront renouvelés d'ici au prochain congrès prévu dans quatre ans. Une limitation à deux mandats de cinq ans pour les principaux responsables politiques du pays a par ailleurs été adoptée. Elle devrait s'appliquer à Raúl Castro, octogénaire et président depuis maintenant quatre ans, mais elle permet surtout à la «génération qui a fait la révolution» de 1959 de rester aux commandes pratiquement jusqu'à la fin de sa vie.

«On peut trouver la machinerie trop lourde, les progrès trop lents, les décisions difficiles à mettre rapidement en œuvre... il est incontestable que les choses sont en train de changer dans notre pays», s'enthousiasme cependant Neysa, la quarantaine, qui se décrit comme une militante de base. Même diagnostic pour Andrés, 86 ans, qui observe avec attention les manœuvres d'entrée d'un bateau vénézuélien dans le port de La Havane. «Je crois que Cuba, qui a cruellement souffert politiquement et économiquement de l'effondrement du grand frère soviétique en 1992, est en train de sortir la tête de l'eau. Nous sommes sur la bonne voie et Raúl prend les mesures adaptées.»

«On peut trouver la machinerie trop lourde, les progrès trop lents, les décisions difficiles à mettre rapidement en œuvre... il est incontestable que les choses sont en train de changer dans notre pays», s'enthousiasme cependant Neysa, la quarantaine, qui se décrit comme une militante de base. Même diagnostic pour Andrés, 86 ans, qui observe avec attention les manœuvres d'entrée d'un bateau vénézuélien dans le port de La Havane. «Je crois que Cuba, qui a cruellement souffert politiquement et économiquement de l'effondrement du grand frère soviétique en 1992, est en train de sortir la tête de l'eau. Nous sommes sur la bonne voie et Raúl prend les mesures adaptées.»

Le lent dégel

Depuis qu'il a définitivement succédé en février 2008 à son frère Fidel, rongé par la maladie, Raúl Castro orchestre le lent dégel cubain et tente d'incarner l'image d'un réformateur prudent, désireux d'ouvrir le pays sur l'extérieur et à l'économie de marché. Longtemps brocardé en comparaison avec le très médiatique «Lider máximo», l'homme qui fut durant 49 ans le patron incontesté des Forces armées révolutionnaires (FAR, l'armée cubaine) a peu à peu pris de l'étoffe dans ses habits civils. Au point de remplacer les dirigeants «fidélistes» par des hommes à lui, la plupart du temps des militaires qui ont servi sous ses ordres.

Il a favorisé le développement des activités commerciales privées et annoncé la suppression progressive de 1,3 million de postes dans le pléthorique secteur public. En 2012, 170 000 fonctionnaires devraient ainsi être rayés des listes. Le président a également procédé à des distributions de terres d'État aux paysans, pour tenter de relancer une production agricole dramatiquement insuffisante pour subvenir aux besoins de la population, et levé «les interdictions absurdes» qui pénalisaient les Cubains. Ces derniers peuvent désormais acquérir des ordinateurs et des téléphones portables, fréquenter les hôtels jusqu'à présent réservés aux étrangers, louer des automobiles, vendre ou acheter leur logement ou accéder au crédit bancaire.

«A condition de pouvoir s'offrir tout cela», module Ivano, rappelant avec humour qu'avec son salaire équivalant à environ 18 \$CAN par mois,

PERSPECTIVES

DES IDÉES EN L'ÈRE

L'inconvénient d'être « périphérique »

ANTOINE
ROBITAILLE

« Périphérique »: quand on utilise ce mot, les Français voient des autoroutes qui ceinturent une ville. À mes yeux, le terme décrit bien une partie de notre état d'esprit, notre psyché. « *Le Québec est périphérique à plusieurs égards (au sein de la francophonie, du Canada, des Amériques)* », faisait remarquer le professeur et traducteur Louis Jolicoeur dans un texte récent. Nous ne sommes pas un centre. Ni New York, ni Paris, ni Toronto. Dubaï et Shanghai sont très loin. Mais Dieu que les grenouilles que nous sommes rêvent souvent de se faire grosses comme ces bœufs.

Quand j'ai vu Régis Labeaume, cette semaine, participer avec fierté à l'annonce de la venue de Madonna à Québec — laquelle se produira dans un parc public, les plaines d'Abraham —, ce mot m'est venu à l'esprit: « périphérique ». Une des principales obsessions du périphérique, c'est de se mettre sur la « map ». La fameuse « map ». Devenir, ne serait-ce que l'espace d'un court instant, un « centre ». Cet état d'esprit a ses avantages: on « rêve grand »; on cherche à se dépasser; on est forcément ouvert sur le monde; l'orgueil national est naturellement modéré.

L'esprit périphérique comporte plusieurs risques cependant. Le principal est de passer à côté de soi. Si, dans ses versions pathologiques, le nationalisme nous ferme sur le monde, le syndrome du périphérique, lui, referme le monde sur nous. « *L'ouverture sur le monde* » est devenue une valeur cardinale du système scolaire, me faisait remarquer le politologue Marc Chevrier dans une entrevue. Cette « attraction immodérée de l'extérieur », soulignait-il, peut déboucher sur une envie de « *sortir à tout prix de soi... c'est l'altérité dévoreuse de soi* ».



Quand on est atteint du syndrome du périphérique, il faut invoquer l'Autre, le centre, le plus possible. Dans les années 1990, la Faculté d'administration de l'Université Laval avait lancé un slogan typiquement « périphérique »: elle promettait d'être « *le Harvard du Nord* ». Depuis l'arrivée de Régis Labeaume à la mairie de Québec, les symptômes de la maladie se font de plus en plus fréquents. En 2009, une station de radio avait diffusé une vidéo promotionnelle sur le Web pour Régis Labeaume, qui déjà trônait avec 87 % d'appuis dans les sondages. Très bien fait, plein d'humour et d'hyperboles, le « lipdub » filmé et parfaitement synchronisé dévoilait cependant un état d'esprit particulier: il martelait sur un air des Black Eyed Peas que Régis allait mettre Québec « *su'a map* », envoyer le « *Rouge et or au Super Bowl* »; apporter la « *tour Eiffel, le Grand Canyon* » sur la Grande Allée. Et Broadway s'installerait « *sur la rue Cartier* ».

Lorsqu'il veut célébrer son histoire, le périphérique ne trouve plus suffisant de parler de soi, de son passé, de son avenir. Il faut qu'il invite. Et ça doit être de la « grosse visite »: Paul McCartney pour le 400^e de Québec; Rod Stewart pour le 375^e de Lévis. Et claquons sans remords des fonds publics! Ceux qui s'étonneront, qui mettront en question le lien entre un rocker millionnaire déclinant et l'histoire de villes fondées à l'époque de la Nouvelle-France? On les somme de se taire, les soupçonne de racisme et leur reproche de refuser la « *mouvance contemporaine* ». (Ce syntagme, que j'ai vu à plusieurs endroits récemment, peut-on me le définir?)



À force de regarder ailleurs, le périphérique finit par exceller dans l'art de l'imitation. Nous sommes tous un peu, à certains moments, des André-Philippe Gagnon qui tentent de reproduire parfaitement *We Are the World*. Et pour aspirer au poste de premier ministre, François Legault devrait parler anglais « *sans accent* », ne l'oubliez pas. Effacer toute trace du Québécois lorsqu'il s'exprime dans la langue de la « *mouvance contemporaine* ».

Je vous entends répondre: mais périphérique, c'est « colonisé ». Peut-être. Mais pas tout à fait. Les colonisations ont sans doute laissé le germe de la haine de soi dans l'esprit québécois. Du complexe d'infériorité. Le rapport de domination dénoncé dans le temps par le Fanon, Memmi, Falardeau, etc., est, toutefois, passablement disparu chez nous. Mais une « haine de soi » affleure de nouveau en nous, comme dans le temps. Jadis, le colonisé avait son colonisateur. Dans son extrémité pathologique contemporaine, le périphérique s'auto-colonise. Des essayistes commentent heureusement à pointer ce symptôme: Jean-François Lisée et, prochainement, Mathieu Bock-Côté (qui publiera *Fin de cycle* chez Boréal le 20 février).

Périphériques, nous le sommes, c'est un fait géographique, linguistique, continental, civilisationnel. Nous le serons d'autant plus que les forces démographiques et économiques déplacent tranquillement le pôle, le centre, plus loin de nous que jamais: vers l'ouest du continent américain et vers le Pacifique. (Vous avez vu comme moi les dernières données du recensement. Et Stephen Harper, né en Ontario, mûri en Alberta, en opération séduction en Chine). Résister au « *périphérisme* » sera de plus en plus difficile, diront certains. Mais l'histoire n'est jamais écrite d'avance. On cite souvent cette belle phrase du poète allemand Hölderlin: « *Là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve* ». Il y a quelque chose de québécois là-dedans, vous ne trouvez pas?

arobitaille@ledevoir.com

ÉTATS-UNIS

Discrétion et influence

Les évangéliques et le Tea Party ne mènent pas nécessairement le même combat chez les républicains

Contrairement à ceux qui les croyaient disparus de la vie politique américaine depuis la reconquête républicaine de la Chambre en 2010, les évangéliques et le Tea Party se sont fait entendre avec force mardi soir en donnant au candidat ultraconservateur Rick Santorum la victoire dans les primaires républicaines du Colorado, du Missouri et du Minnesota. Mais les évangéliques ne sont pas un groupe monolithique et ne se confondent pas totalement avec le Tea Party.

MARIE-CHRISTINE BONZOM

Washington — La victoire en trois exemplaires de Rick Santorum cette semaine souligne le virage vers la droite ultraconservatrice opéré par le Parti républicain.

Il l'emporte notamment dans le Missouri et le Minnesota, deux États que Mitt Romney avait gagnés pendant les primaires républicaines de la campagne présidentielle de 2008. De fait, Mitt Romney était alors considéré comme un conservateur tandis qu'aujourd'hui il fait figure de modéré. C'est que la radicalisation du Parti républicain s'est accentuée depuis 2008.

Les évangéliques et les membres du Tea Party, qui sont souvent les mêmes personnes, mais pas toujours, ont permis au Parti républicain de reconquérir la Chambre des députés ainsi que des assemblées locales dans les États lors des élections de mi-mandat en 2010. Mais ils sont loin d'avoir disparu de la circulation. Pendant un an et demi, ils ont agi dans les couloirs du pouvoir. Ils ont avancé leurs idées à travers leurs élus au Congrès, dans les assemblées locales, et maintenant dans les programmes de la plupart des candidats qui se sont présentés à l'investiture du parti en vue de la présidentielle de novembre prochain.

Au fil de la campagne en cours, ils ont misé tour à tour sur Michèle Bachmann, fondatrice du sous-groupe parlementaire du Tea Party à la Chambre, sur Rick Perry, le gouverneur du Texas, sur Herman Cain, un chef d'entreprise de la Géorgie, sur Newt Gingrich, l'ancien président de la Chambre. Ils misent désormais sur Rick Santorum et, dans une moindre mesure, sur Ron Paul.

Bien que catholique, et non pas protestant, Rick Santorum a le soutien officiel de plusieurs pasteurs et autres dirigeants évangéliques qui regardent les mormons comme Mitt Romney avec encore plus de suspicion que les catholiques. Parmi ces dirigeants évangéliques se trouve James Dobson, fondateur de Focus on the Family, dont le siège se trouve dans le Colorado, l'État qui a donné à l'ancien sénateur sa troisième victoire mardi soir.

Une présence constante

« *Les gens qui se reconnaissent dans le mouvement évangélique et la mouvance du Tea Party sont toujours là, mais ils étaient là aussi bien avant que les journalistes et les sociologues leur collent ces étiquettes* », indique au *Devoir* David Campbell, professeur de sciences politiques à l'Université Notre-Dame et auteur, avec son collègue de Harvard Robert Putnam, d'une étude sur les évangéliques et le Tea Party publiée l'an passé. « *Ils ont émergé en force en 2010 en raison de leur opposition à la réforme de santé de Barack Obama et des législatives de mi-mandat et ils vont de nouveau se faire entendre à mesure que nous approchons des scrutins présidentiel et législatif de novembre* ».

Mais les évangéliques et le Tea Party ne sont pas synonymes. Il est estimé que 28 % des Américains sont évangéliques, soit quelque 80 millions de personnes. À l'évidence, les deux groupes ne se recoupent pas complètement. « *Les sympathisants du Tea Party ne sont pas plus susceptibles d'être évangéliques que n'importe quel autre républicain* », confirme le professeur Campbell.

Du reste, les évangéliques ne forment pas un bloc sur le plan politique. « *Les évangéliques, surtout les jeunes, penchent largement du côté des républicains et leur conservatisme est d'abord social; ils sont donc plus opposés à l'avortement ou au mariage homosexuel que les autres républicains. Mais en dehors de ces questions, ils ne sont pas plus conservateurs que d'autres républicains* », explique le politologue de l'Université Notre-Dame.

Par ailleurs, certains évangéliques, bien que républicains, se situent plus au centre. D'autres, même si cette proportion est « *relativement faible* » selon le professeur Campbell, sont indépendants ou appuient Barack Obama et ses amis démocrates. Enfin, il y a des évangéliques qui n'ont jamais voulu toucher à la politique ou qui ont été refroidis par elle.

Hans Moser, un évangélique, est le vice-président du Parti républicain d'un comté en Caroline du Nord, un État dont la primaire est fixée au 8 mai. Il déplore la caricature qui est faite des évangéliques ou que certains évangéliques ont faite de leur communauté, de même que l'évolution du Parti républicain.

« *Qu'est-ce qu'un évangélique? Il y a beaucoup de controverse autour de cette question*, indique Hans Moser au *Devoir*. *Si vous dites que vous êtes évangélique et que vous soutenez un mormon ou un catholique, les gens ont du mal à comprendre* », dit-il, avant de confier qu'il compte voter pour Rick Santorum.

« *Santorum est catholique, mais il a raison sur les dossiers importants pour moi: il est contre l'avortement et le mariage homosexuel, pour un gouvernement qui ne soit pas trop étendu, pour l'appui aux activités sociales des églises, pour la liberté d'expression, et donc de religion* », explique-t-il.

Pour Hans Moser, être évangélique et appart-



SARAH CONARD REUTERS

Les victoires de Rick Santorum cette semaine dans le Missouri, le Minnesota et le Colorado souligne le virage ultraconservateur des républicains.

nir au Tea Party, ce sont « *deux choses totalement différentes* ». Il discerne notamment des relents fascistes dans le Tea Party.

« *Le Tea Party, c'est la protestation, la polémique, c'est comme de l'intimidation; c'est leur façon de voir ou rien. En fait, c'est très semblable à ce qu'on a vu en Allemagne et en Espagne dans les années 1930. Or, pour moi, la bonne politique doit faire des compromis, observer-t-il. C'est une erreur de mettre les évangéliques dans le mouvement conservateur, c'est un énorme malentendu car le Christ était pour les pauvres et pour réduire le fossé entre riches et pauvres. En fait, la Bible nous dit que nous avons le devoir d'aider les pauvres et moi, je pense que les riches doivent payer des impôts et toute leur part des impôts* », souligne M. Moser, en ajoutant que le Parti républicain « *a besoin d'être moins vers l'extrême droite* ».

À Richfield, dans le Minnesota, un État qui a donné mardi soir à Rick Santorum une victoire de plus de 20 points sur son rival immédiat, le libertarien Ron Paul, qui fut l'une des inspirations des créateurs du Tea Party, Carl Nelson est président de Transform Minnesota, une organisation évangélique. Il indique au *Devoir* que « *certains évangéliques sont engagés très activement dans la politique, mais que beaucoup d'autres font très attention à l'éviter et mettent plutôt l'accent sur l'aspect religieux. Parce qu'en tant que chrétiens évangéliques, nous considérons que le vrai changement, la vraie transformation provient des relations personnelles, de l'amour et du service de l'autre, pas de moyens politiques* ».

Carl Nelson affirme que l'organisation qu'il dirige « *comprend des membres qui représentent toute la gamme des idéologies* ». Elle a d'ailleurs « *pris la décision délibérée d'éviter tout engagement partisan* » et « *ne fait rien dans le domaine politique* ».

« *Il y a le sentiment que beaucoup d'évangéliques se sont trop alignés sur les républicains de droite. Aujourd'hui, beaucoup de dirigeants évangéliques font beaucoup d'efforts pour que les évangéliques ne soient plus définis par des opinions politiques, mais par des positions théologiques* », explique M. Nelson.

Un long passé

Les évangéliques sont entrés en politique il y a longtemps aux États-Unis. À la fin du XIX^e siècle, ils jouèrent un rôle important dans la lutte contre

la production, le transport et la vente d'alcool qui aboutit à la Prohibition, d'abord dans les États de la fédération, puis au niveau fédéral par l'adoption d'un amendement à la Constitution en 1919 qui resta en vigueur jusqu'en 1933.

Quarante ans plus tard, l'arrêt Roe contre Wade rendu par la Cour suprême, qui instaura le droit à l'avortement, ramena les évangéliques à l'action politique, cette fois en alliance avec leurs anciens adversaires catholiques du temps de la Prohibition. Ils placèrent leurs espoirs en Jimmy Carter, le premier évangélique déclaré à occuper la Maison-Blanche. Puis, déçus par Carter, ils se mobilisèrent autour de mouvements expressément politiques, comme la Moral Majority du pasteur Jerry Falwell, pour faire élire Ronald Reagan en 1980.

Les évangéliques n'éprouvent pas la haine du gouvernement manifestée par les sympathisants du Tea Party. En 1919 comme en 1980, ils firent appel au gouvernement pour lutter contre ce qu'ils percevaient comme un fléau moral et social. Le Tea Party, quant à lui, est quasi obsessionnel dans son désir de diminuer le rôle et la taille du gouvernement, de réduire les impôts, le déficit et la dette publics.

Dans la campagne présidentielle actuelle, c'est Rick Santorum qui est le plus en phase avec le point de vue évangélique et c'est Ron Paul, dont le fils Rand est un élu du Tea Party au Sénat, qui incarne le plus cette mouvance.

« *Paul est un libertarien et Santorum est davantage un "communautarien", si l'on peut dire; il voit plus un rôle pour le gouvernement, notamment dans le soutien à la famille* », note le politologue David Campbell, de l'Université Notre-Dame.

Mais 1980 marqua un tournant dans les relations entre les évangéliques et la politique dans la mesure où ils devinrent associés étroitement et durablement à une formation: le Parti républicain.

Aujourd'hui, de plus en plus d'évangéliques aspirent à une rupture avec ce parti, voire à un retrait de la sphère politique. Carl Nelson, le président de Transform Minnesota, le laisse entendre ainsi au *Devoir*. « *Mon espoir, c'est que nous puissions revenir à la situation qui était la nôtre avant les années 80* », confie-t-il en effet.

Collaboratrice du Devoir

PERSPECTIVES

QUÉBEC

De l'art de contourner un référendum

La menace que représentait un référendum sur l'îlot Irving a forcé le promoteur à faire des concessions

ISABELLE PORTER

Québec — La Ville de Québec n'a connu que trois référendums locaux dans son histoire, mais dans deux cas sur trois, la victoire du «non» a entraîné le retrait des logements sociaux du projet.

Le président du groupe Norplex, Yves Doyon, a suivi la saga de l'îlot Irving avec une pointe d'amertume. L'annonce du rejet du projet de GM Développement lors d'un référendum dimanche lui a rappelé de vieux souvenirs. En 2004, son projet de transformation de l'école des Saints-Martyrs en immeuble à condominiums avait, lui aussi, été défait lors d'un référendum. «*Figurez-vous qu'on proposait également un volet social, lance le promoteur. Et il avait été battu de la même manière!*»

Le mouvement d'opposition à l'époque était dirigé par l'actuelle conseillère municipale Anne Guérette. Les citoyens, raconte-t-elle, voulaient préserver une partie de la vocation publique de l'immeuble. «*On n'était pas contre le projet. On voulait juste que l'école ne soit pas transformée à 100 % en résidence.*» Le complexe de 98 condominiums et 24 logements sociaux a finalement été abandonné au profit d'un immeuble moins imposant et sans logements sociaux.

Pour M. Doyon, c'est clair: on en demande trop aux promoteurs. «*A force de vouloir faire baisser les gabarits et le nombre d'unités, à un moment donné, les projets ne sont plus rentables! Ça coûte une fortune en ville!*»

Pire encore

Or, malgré ces contraintes, M. Doyon continue de brasser des affaires sur les terrains du centre-ville. C'est lui qui est derrière le projet «Europa», tout près de l'îlot Irving. Ce projet de condos de luxe étalé sur huit étages doit être construit à l'autre extrémité du quartier Saint-Jean-Baptiste, le long du boulevard Dufferin.

Selon le porte-parole du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, Nicolas Lefebvre-Legault, Europa est «*bien pire*» que le plan proposé pour l'îlot Irving. Non seulement le projet ne comprend aucun logement social, mais il «*fait dos*» au quartier et est beaucoup plus massif, explique-t-il.

Or le hic, c'est que le Comité ne peut rien faire contre Europa. «*Pour moi, c'est clair qu'il y avait plus de raisons de s'opposer à Europa, dit-il. C'est un peu frustrant. [...] On n'a pas de poignée légale.*» Pourquoi? Parce que le changement de zone nécessaire à Europa (l'équivalent de celui réclamé à l'îlot Irving) a été approuvé dans le dernier Plan particulier d'urbanisme (PPU) de la colline parlementaire et ne peut donc pas être contesté.

Ce n'est pas pour rien que les référendums sont rares à Québec. La Ville détient toutes sortes d'outils légaux et réglementaires pour se soustraire à leur application. En plus du PPU, l'article 74.4 de sa Charte peut empêcher la tenue d'un référendum ou même en bloquer les résultats. C'est ce qui s'était produit lors du seul autre cas de référendum depuis l'entrée en scène de ce pouvoir avec les fusions.

C'était en 2007, encore dans la haute-ville. Un groupe de citoyens avait rejeté l'ajout d'une tour de sept étages à un complexe pour personnes âgées, la Champenoise. Ils disaient craindre l'ombre et les corridors de vent et avaient dit non, mais la Ville avait contré leur résultat en se prévalant de la Charte. Depuis, la Ville s'est également prévalu de l'article 74.4 pour empêcher un référendum sur l'écoquartier de Cité verte et plus récemment sur Maria-Goretti, un projet résidentiel qui se butait à de la résistance dans le secteur de Charlesbourg.

SILENCE

SUIITE DE LA PAGE B 1

L'ouverture de plusieurs conférenciers à ce qu'on appelle la doctrine Gérin-Lajoie, c'est-à-dire le pouvoir du Québec d'intervenir sur la scène internationale dans les domaines qui relèvent de ses compétences. La question de l'environnement a souvent servi d'exemple.

Proche du Nouveau Parti démocratique et des mouvements progressistes canadiens, Michael Byers, de l'Université de Colombie-Britannique, a aussi tenu à nuancer l'image d'un Québec dépourvu d'influence. Sans lui, le Canada aurait participé à la guerre en Irak en 2003, rappelle-t-il. En matière de politique étrangère, sociale, environnementale, le Québec fait sentir son poids, croit-il.

La rencontre n'était pas destinée à créer un consensus, mais il s'en est dégagé un: le refus de la complaisance. Personne n'a osé sonner le glas du mouvement souverainiste. On a, en fait, reconnu sa résilience. D'où le désir de tous ces experts de rétablir la communication et de contribuer à la recherche commune de solutions.

Le seul qui semblait se satisfaire du silence qui prévalait depuis des années était Ian Brodie, l'ancien chef de cabinet de Stephen Harper. Il pense que les changements économiques, démographiques et politiques en faveur de l'Ouest ont changé le cadre du débat autrefois fondé sur ce qu'il appelle le consensus laurentien. On préfère enfin parler des vraies choses, comme la santé, l'éducation, la fiscalité, et il est persuadé que les Québécois aussi en sont heureux.

L'impression laissée à cette conférence est que, si initiative il y a sur le front constitutionnel, elle viendra du Québec. Mais quand? Les prochaines élections provinciales fourniront peut-être la réponse.

Collaboratrice du Devoir



VAN DOUBLET LE DEVOIR

La conseillère de district a convaincu le promoteur de l'îlot Irving qu'en incluant des logements sociaux et des éléments verts, son immeuble se ferait mieux accepter.

Fini

Trois référendums, c'est peu, mais c'est trop pour l'administration Labeaume, qui a réclamé à plusieurs reprises leur abolition. Le gouvernement a préféré couper la poire en deux et a introduit un outil de plus pour les bloquer: les zones franches.

Selon la conseillère Anne Guérette, c'est fini. «*Il n'y en aura plus, de référendum. Je pense que c'était le dernier à Québec. Avec le PPU, les zones franches et l'article 74.4, tout va devenir possible.* [Le maire] va être capable de tous les empêcher.»

Les défenseurs du concept de zones franches pensent qu'on pourra ainsi contrer le syndrome du «pas dans ma cour» au profit d'une vision plus globale de la ville.

Fait intéressant, le débat sur l'îlot Irving présageait déjà de l'affrontement entre le local et le global puisque l'administration Labeaume a cherché à inscrire le projet dans sa stratégie de densification et de mixité sociale.

En fait, la menace que représentait le référendum avait forcé le promoteur à faire des concessions. La conseillère de district l'avait convaincu qu'en incluant des logements sociaux et des éléments verts, son immeuble se ferait mieux accepter.

«*Quand M. Campeau [le promoteur] est venu me rencontrer la première fois, il m'a présenté un*

projet de neuf étages», a raconté la conseillère Chantale Gilbert lundi au conseil municipal. «*Je lui ai dit: "Le projet ne passera jamais dans Saint-Jean-Baptiste parce que je connais la sensibilité des gens de SJB pour la hauteur."*»

La conseillère lui a alors expliqué qu'il lui serait plus facile de «*défendre un tel projet*» si, «*au niveau de l'architecture, il était extraordinaire, s'il avait des valeurs environnementales et sociales*». Le promoteur a accepté notamment d'insérer 20 % de logements sociaux, mais ça n'a pas suffi.

Depuis la victoire du «non», le maire Labeaume a réitéré sa volonté d'insérer des logements sociaux dans les projets immobiliers réguliers. Mais attention! Pas question d'en faire une politique ou un règlement.

Sans référendum et sans politique, la question est maintenant de savoir comment il va s'y prendre pour convaincre les promoteurs d'embarquer. Yves Doyon martèle que les référendums nuisent au logement social et qu'Europa n'aurait pas été «*prioritaire*» pour son entreprise s'il y avait eu un risque de référendum. Mais son complexe n'inclut pas de logements sociaux. Pourquoi? «*Pas dans celui-là*, dit-il. *Dans d'autres projets, ça peut se présenter.*»

Le Devoir

CUBA

SUIITE DE LA PAGE B 1

il n'est pas près de pouvoir se payer une Lada d'occasion. «*Mais on se débrouille pour arrondir les fins de mois*», lance-t-il d'un air entendu.

À La Havane, la plupart des activités «complémentaires» ont un rapport avec le tourisme international, un secteur en plein développement à Cuba, qui a accueilli près de 2,5 millions d'étrangers l'an dernier. Ivano revend des cigares que son père, qui travaille dans une manufacture de tabac, récupère toutes les semaines. Son copain Gustavo a retapé une vieille Cadillac des années 50 et, après sa journée d'ouvrier-électricien, il trimbale des cargaisons de touristes peu regardant sur la dépense. Tony véhicule les étrangers à la force des mollets sur son «bicytaxi». Tomasa rameute des groupes de Canadiens vers un restaurant ami qui la rétribue de la main à la main...

Pour le reste, les Cubains exilés aux États-Unis, essentiellement en Floride, à peine distante de 150 kilomètres, combinent les trous de leurs familles. La course au peso convertible (CUC), la monnaie forte des non-résidents, échangeable à raison d'un euro pour 1,25 CUC (contre 30 pesos cubains pour un euro), est devenue un sport national. Le «convertible» est le seul moyen de faire le plein de carburant (1 euro le litre d'ordinaire, 1,15 le super) lorsque les pompes ont été alimentées ou de s'offrir une heure d'Internet (8 \$CAN). Les autorités laissent faire, estimant «*que les initiatives privées sont toutes les bienvenues*».

Le seul point d'achoppement repose sur la volonté irréductible de refuser le multipartisme. «*Parce que tout autre parti serait celui de l'impérialisme, le parti des États-Unis qui continuent de financer ce qu'on appelle à l'extérieur l'opposition*», précise Fernando Rojas, vice-ministre de la Culture. Une idée fixe entretenue par les financements occultes du département d'État américain à l'opposition et la pression des anticastroïstes —

dont certains ouvertement d'extrême droite — qui s'agitent du côté de Miami.

La poursuite de l'embargo américain sur tous les produits non alimentaires, qui dure depuis un demi-siècle, ne risque pas d'amadouer les dirigeants cubains. En libérant 3000 prisonniers, dont quelques «politiques», fin décembre, Raúl Castro a pourtant adressé un signe à la communauté internationale. Seuls une cinquantaine «d'opposants» seraient encore emprisonnés, selon les organisations de défense des droits de la personne elles-mêmes. La visite du pape Benoît XVI, qui sera reçu en grande pompe le mois prochain à Cuba, pourrait être l'occasion d'un nouveau geste.

Pour sortir de l'étouffement économique qui menace malgré les «réformes», Cuba mise sur les prometteuses recherches pétrolières qui viennent de débiter dans ses eaux territoriales sous la houlette des Espagnols, des Norvégiens et des Indiens. Il peut aussi compter sur la Chine et le Vietnam, et surtout sur ses deux principaux amis et partenaires commerciaux latino-américains: le Venezuela socialiste d'Hugo Chávez et le puissant Brésil de la présidente Dilma Rousseff. Plus de 110 000 barils/jour de pétrole brut sont ainsi envoyés à Cuba par Caracas en échange des centaines de médecins ou de professeurs cubains qui officient au Venezuela. De son côté, Rousseff, en visite en début de semaine à Cuba, a annoncé que son pays allait investir quelque 650 millions d'euros dans le port de Mariel (50 kilomètres de La Havane) pour en faire la plaque tournante du commerce de l'Amérique latine et des Caraïbes. Une sorte de «hub» commercial qui pourrait à terme devenir le principal port d'entrée des marchandises latinos vers les États-Unis voisins. Cuba et son socialisme tropical y trouveraient largement leur compte.

Libération

La lutte des classes



MICHEL DAVID

L'heure est à l'Apocalypse chez les libéraux. Après François Legault, accusé de vouloir «*démolir*» le système de santé, voilà que Pauline Marois voudrait relancer la «*lutte des classes*». Diable, à quand la guerre des mondes?

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le PQ promette l'abolition de «l'impôt santé», qu'il avait dénoncé si vigoureusement lors de son introduction au printemps 2010. Le scandale aurait plutôt été qu'un gouvernement péquiste le maintienne.

Aussi bien Claude Castonguay que Jacques Ménard et Michel Clair, qui avaient présidé à tour de rôle des comités sur le financement du système de santé au cours des années précédentes, étaient d'avis que le gouvernement faisait fausse route en imposant une contribution uniforme sans égard au revenu.

Gérard Deltell avait été particulièrement cinglant. Le premier ministre «*va-t-il regarder dans les yeux l'humble travailleur à 25 000 \$ par année et lui dire: je gagne 258 000 \$ par année, mais je paye 200 \$ comme toi?*»

Ni les experts, ni le PQ, encore moins l'ADQ, n'avaient cependant proposé de faire porter la totalité du fardeau aux contribuables les plus fortunés, comme Mme Marois s'y est engagée cette semaine.

◆ ◆ ◆

La création d'un nouveau parti dirigé par François Legault n'était encore qu'une rumeur à l'époque et la chef péquiste, qui entendait récupérer les vestiges de l'ADQ, avait mis résolument le cap sur la création de la richesse. Malgré les représentations du SPQ libre, qui n'avait pas encore été muselé, il était hors de question de «faire payer les riches». Au contraire, on examinait divers moyens d'alléger leur fardeau.

Le paysage politique a cependant changé depuis, tout comme les intérêts électoraux du PQ. La Coalition avenir Québec est maintenant bien campée à la droite du centre et le PQ doit se tourner vers la gauche pour se remplit.

Ceux qui militaient en faveur d'une alliance électorale avec Québec solidaire ne le faisaient pas pour des raisons d'ordre idéologique. Les projections locales faites à partir des sondages nationaux demeurent aléatoires, surtout dans une lutte à trois, quatre ou cinq, mais il serait impudent de les ignorer complètement.

Si on applique les résultats du dernier sondage Léger Marketing—Le Devoir au modèle de simulation proposé sur le site *Too Close to Call*, on voit mieux les effets possibles du fractionnement du vote progressiste.

Pour l'ensemble du Québec, Léger Marketing accordait 32 % des intentions de vote à la CAQ, 26 % au PLQ, 25 % au PQ, 9 % à Québec solidaire et 6 % au Parti vert. Cela pourrait se traduire par 53 sièges à la CAQ, 40 au PLQ, 30 au PQ et 2 à QS. Il est à noter que le sondage faisait abstraction d'Option nationale.

Dans Laurier-Dorion, l'absence d'un candidat du PQ (25 %) ou de QS (20,1 %) pourrait théoriquement empêcher la réélection du député libéral Gerry Sklavounos (27,5 %), mais il n'y a pas que Montréal. Même si le report des voix d'un parti sur l'autre n'est pas automatique, Véronique Hivon bénéficierait certainement du retrait de QS, qui est crédité de 11,2 % dans Joliette, où le PQ a 6 points de retard sur la CAQ.

Dans Borduas, où le PQ et la CAQ sont à égalité, les voix solidaires (9,8 %) pourraient aussi faire pencher la balance. Encore faudrait-il que le PQ trouve le moyen de rapatrier Pierre Curzi ou qu'il décide de quitter la politique.

◆ ◆ ◆

Un des principaux obstacles à une alliance était l'impossibilité de convaincre Nicolas Girard et François David de renoncer à leur candidature dans Gouin. On peut comprendre l'entêtement de la porte-parole de QS. Selon le modèle de *Too Close to Call*, elle l'emporterait par 9 points.

À défaut d'alliance, le PQ devra débaucher les électeurs de QS un à un, mais un déplacement vers la gauche a nécessairement pour effet d'élargir le centre, que le premier ministre Charest ne demande qu'à monopoliser.

Le mieux est souvent l'ennemi du bien. La promesse d'une contribution santé progressive aurait sans doute eu un effet aussi positif sur l'opinion publique sans exposer le PQ à la caricature. Certains des opposants à une alliance avec QS disaient craindre d'être taxés de radicalisme par association. Tant qu'à en subir les inconvénients, il aurait été préférable d'en conserver les avantages.

La position du PQ a au moins le mérite de la clarté, alors que la CAQ a donné encore une fois l'impression d'un amateurisme inquiétant. Peu après l'annonce de Pauline Marois, le porte-parole officiel de la CAQ en matière de finances, François Bonnardel, qui avait manifestement oublié le discours adéquat de 2010, expliquait à *La Presse* qu'un gouvernement caquiste maintiendrait la contribution uniforme de 200 \$.

L'entourage de M. Legault a dû «corriger le tir» par voie de communiqué avant que M. Bonnardel ne découvre enfin le caractère «*profondément inéquitable*» de cette contribution, qui devra conséquemment être modulée. On comprend le premier ministre Charest de vouloir jouer un peu de ce pittoresque spectacle avant de déclencher des élections.

mdavid@ledevoir.com

ÉDITORIAL

Harper en Chine

Les affaires d'abord

Le premier ministre Stephen Harper termine aujourd'hui une visite officielle en Chine. Le donneur de leçons sur la question des droits de la personne qu'il fut lors de son précédent séjour s'est mué en voyageur de commerce. Si son objectif de renforcer les liens commerciaux entre la Chine et le Canada a été atteint, force est de constater que c'est pas à pas que se réalisent les progrès.

L'établissement de relations commerciales avec la Chine est un long fleuve qu'avait entrepris de remonter le premier ministre Pierre Elliott Trudeau. Voilà 40 ans, il y envoyait une première mission commerciale, qui fut suivie d'un voyage officiel de sa part l'année suivante à l'occasion duquel se fit la reconnaissance officielle de Pékin par Ottawa. L'objectif de Trudeau, partagé par tous ses successeurs, était de diminuer la dépendance du Canada au marché américain. Quarante ans plus tard, la Chine est le deuxième partenaire du Canada, avec des échanges bilatéraux de 60 milliards... loin tout de même des échanges canado-américains, qui sont de 650 milliards.

Les premiers pas de Stephen Harper en Chine avaient marqué une rupture avec cette politique. En 2006, il faisait valoir sans détour que le Canada ne compromettrait pas les valeurs canadiennes de promotion des droits de la personne au nom du «tout-puissant dollar». Cela, ajouté à son refus d'assister à l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin et à son appui au dalaï-lama, a refroidi considérablement le climat entre les deux capitales.

Cette semaine, il aura tout fait pour rétablir la cordialité passée. Comme ses prédécesseurs, il a parlé affaires avant droits de la personne. Il était là pour vendre du pétrole des sables bitumineux de l'Alberta, suivant le principe que l'on vend à qui veut acheter. Témoin bien de ce changement d'attitude l'entente conclue pour la vente d'uranium. Ottawa permettra l'exportation de l'uranium de la Saskatchewan sans contraindre Pékin à limiter son usage à des fins pacifiques, ce qu'il avait toujours refusé. En contrepartie, Pékin a enfin accepté de signer un accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers dont les termes restent à être précisés. Le Canada attendait cette faveur depuis 1994.

La bonne façon de faire des affaires consiste à mettre de côté nos différends, a fait observer le vice-premier ministre Li Keqiang à un parterre d'hommes d'affaires canadiens. Le message a été bien reçu, car M. Harper est resté modéré dans l'expression de critiques à l'endroit des pratiques chinoises en matière de protection des droits de la personne. Il a abordé le sujet en public hier, mais de manière vague, sans soulever aucun cas précis, comme celui par exemple du Prix Nobel Liu Xiaobo, emprisonné. Son auditoire ne comptait aucun membre du gouvernement chinois.

Cette timidité du premier ministre est étonnante. Il a opté pour l'approche pragmatique des droits de la personne. Influencer plutôt que dénoncer. Il a choisi de miser sur le commerce comme levier pour améliorer les conditions économiques de ce pays et de sa population. Cela est fort bien, toutefois les fruits sont pour après-demain. Mais aujourd'hui, il y a des travailleurs qui sont exploités, des artistes qui sont emprisonnés, des citoyens qui n'ont pas droit de parole, ni de manifester. Et il y a le Tibet qui est toujours occupé. Les Canadiens, comme tous les Occidentaux qui profitent des biens produits à moindres coûts, ne peuvent être indifférents à leur sort. Leurs gouvernements non plus. Il y a là des désaccords avec les autorités chinoises qui ne peuvent être tus.

Manifestations en Russie

Courageux!

Is sont tenaces et courageux, les Russes qui contestent les nombreuses dérives antidémocratiques que Vladimir Poutine chérit tant. Toutes les fins de semaine ils bravent des froids sibériens, à Moscou comme ailleurs dans les grandes villes, pour exprimer le profond ras-le-bol, il n'y a pas d'autre mot, que suscitent les escroqueries que le locataire du Kremlin a conçues afin de brider l'indépendance du judiciaire, étouffer la liberté d'expression, alimenter le culte de la personnalité par l'intermédiaire de la télévision, encadrer l'activité économique à son avantage et à celui de ses soutiens, etc. Bref, ces milliers de manifestants ne veulent plus de ce mélange des genres auquel Poutine est abonné depuis des années.

Leur ambition? Que Poutine ne soit pas élu président à la faveur du premier tour du scrutin qui se tiendra le 4 mars prochain. Ils rêvent donc de lui imposer un deuxième tour. Ils souhaitent ébranler les balises que l'ex-colonel du KGB a érigées pour encadrer un système électoral à des fins que tout un chacun devine. Une exemple? Depuis 2004, les gouverneurs des provinces ne sont plus élus mais choisis par lui. Autrement dit, ces derniers lui obéissent au doigt

et à l'œil, comme en témoignent les contre-manifestations qu'ils ont organisées pour faire passer les opposants comme des individus à la solde de l'Occident en général, et des États-Unis en particulier. Poutine fait aujourd'hui ce que ses prédécesseurs faisaient avant lui: aiguiller toutes les fibres de la mentalité d'assiégés.

Pour l'instant, la cohorte de manifestants est issue des classes moyennes. Les chefs de file du mouvement sont avocats, journalistes, cinéastes, écrivains... Ils sont unis par un seul dénominateur commun: la critique de Poutine et plus particulièrement de sa «démocratie dirigée», qu'il a érigée en principe cardinal de l'État russe. Réunis dans la Ligue des électeurs qu'ils ont fondée après les législatives de décembre dernier caractérisées par une cascade de fraudes de l'Oural à la Sibérie orientale, ces contestataires veulent en finir avec ce qu'il considère comme un absolu du paternalisme.

Le problème est que cette opposition est trop hétéroclite, pour l'instant du moins, pour espérer la fin du «poutinisme». En effet, elle rassemble des anarchistes comme des nationalistes de l'extrême droite, des homosexuels gauchistes, des sociaux-démocrates, des libéraux et d'autres qui n'envisagent pas d'alliance avec les partis officiellement reconnus. On peut les comprendre. Ceux-ci servent au fond de paravents à Poutine qui, grâce à eux, y compris le Parti communiste, peut déclarer le système comme appartenant à la catégorie des démocraties.

Cela étant, il faut souligner que, depuis la chute du Mur, la mobilisation des Russes n'a jamais été aussi imposante en nombre. Un nombre qui devrait exploser au printemps, les manifestants ayant promis d'installer des tentes dans les milieux urbains pour maintenir en vie un mouvement qui présente des singularités s'apparentant davantage à Mai 68, version russe évidemment, qu'au printemps arabe.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSE BOILEAU

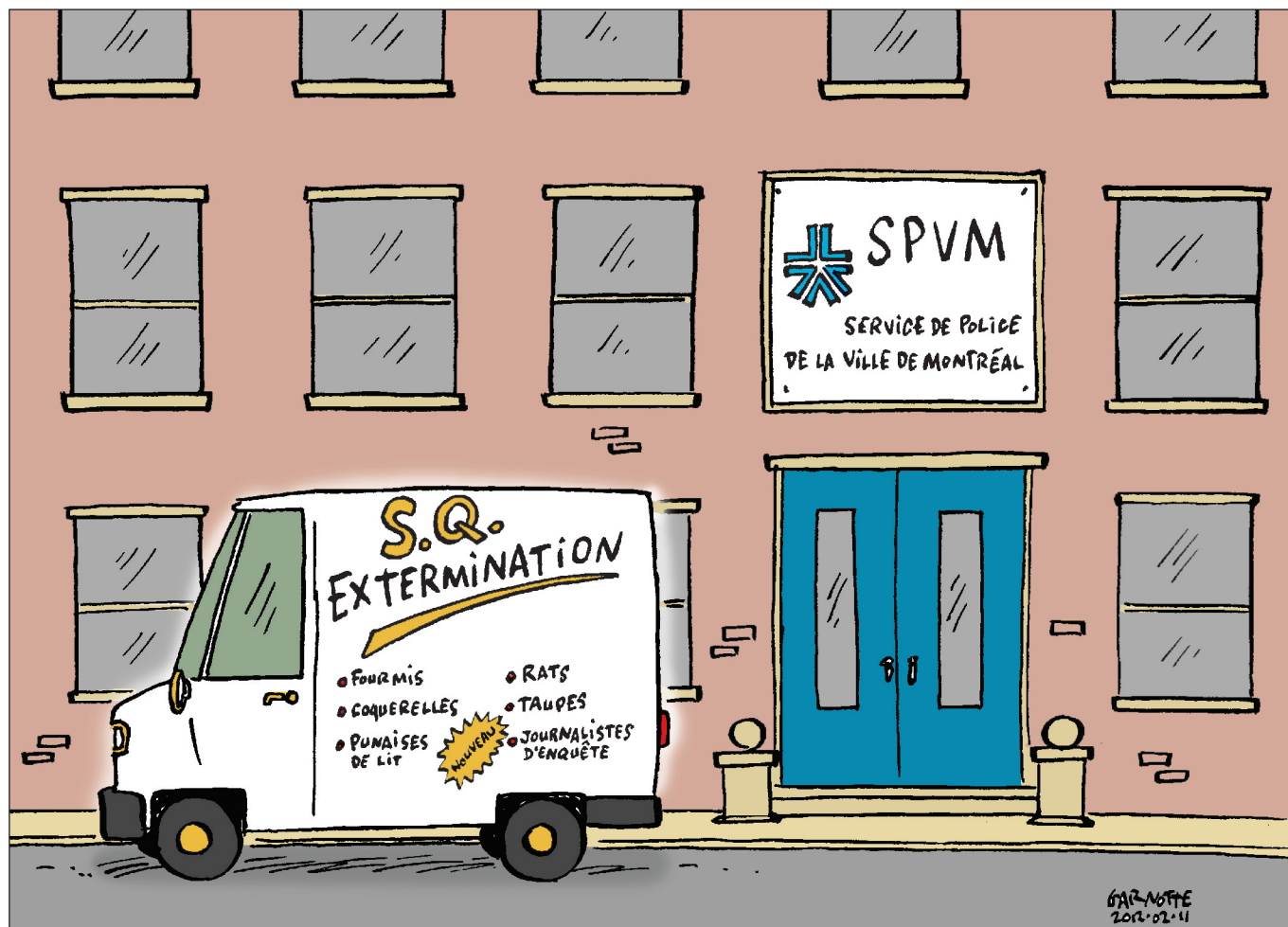
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Les CPE, s'agit-il de congés ou d'argent?

Que penser des demandes des éducatrices des CPE? À suivre les débats dans les médias, c'est à la fois clair et pourtant encore nébuleux. C'est comme la vie, quoi.

Il semblerait que ce ne soit pas une question de sous, mais seulement de congé... Ça, c'est clair! On ne demande pas d'argent, quoique 11,5 % d'augmentation en trois ans, c'est déjà pas mal. Non, tout ce qu'on demande, ce sont des congés! Mais, depuis quand un congé ne vaut pas de l'argent?

Si, au cours d'une année, je travaille moins de jours, est-ce que je n'ai pas, en quelque sorte, augmenté mon revenu par heure de travail? Et le jour où, pour le même salaire, je ne travaillerai plus que la moitié du temps, ne faudra-t-il pas penser à engager plus de travailleurs pour accomplir la tâche que j'accomplissais avant?

Faudrait qu'on m'explique, tout ça se mêle dans ma tête. L'économie c'est, y a pas à dire, très compliqué.

Un de mes frères, pompier de son métier, a pris sa retraite à 54 ans. Comme il le disait si bien, rien ne lui servait de continuer à travailler, ses pourcentages de retraite étaient au maximum et, fiscalité aidant, il ne travaillait plus que pour le gouvernement. Son syndicat, comme il l'expliquait aussi, ne négociait plus d'augmentation salariale, on a assez d'argent, disait-il;

alors, les négociations portaient sur les congés. Ça paraît mieux et c'est plus payant; il n'y a pas d'impôts sur les congés.

C'est clair, je suis de plus en plus mêlé, au secours!

Jean-Paul Gravel
Québec, le 10 février 2012

La torture: déshonneur pour le Canada des conservateurs

Étonnant de voir comment ce qui a terni la réputation des États-Unis dans le monde revient nous hanter dans la bouche des conservateurs. Après la peine de mort et l'invitation au suicide, voici qu'on permet la torture en utilisant encore une fois le faux scénario usé de la bombe à retardement. Cette situation imaginée, qui n'a jamais existé, sert d'argument pour justifier la torture qui, elle, est bien réelle dans des dizaines de pays. Quand on lui ouvre cette porte, la torture ne se limite jamais aux cas imaginaires inventés par notre ministre pour justifier les pires pratiques qu'a produites le côté sombre de l'humanité. Quand on ouvre cette porte, on ébranle le socle même sur lequel s'appuient les droits de la personne: l'inviolable dignité de tous. On affaiblit d'avance notre capacité d'aider les Canadiens qui seraient menacés par des régimes qui estiment que la «bombe» n'a pas besoin d'être très puissante pour justifier l'intolérable. Quand on ouvre cette porte,

on fait reculer la civilisation sous le prétexte de protéger la population. On croyait l'ère Bush terminée. Erreur. Elle a immigré au Canada, invitée par le Parti conservateur.

Ronald Albert

Boucherville, le 9 février 2012

Qui nomme les incompetents?

Un avis du directeur du budget fédéral, Kevin Page, concluant à l'absence de crise et à l'inutilité de s'inquiéter outre mesure sur le financement futur du programme de la Sécurité de la vieillesse, lui a valu aussitôt la réplique cinglante du ministre Flaherty qualifiant son rapport de «non fiable et non crédible».

Si tel est le cas, à qui doit-on imputer la faute de nommer de tels «incompétents» à des postes de hautes responsabilités?

Pierre Deschênes

Montréal, le 9 février 2012

Je suis fédéraliste, mais...

Je suis fédéraliste. On dit aux nouvelles aujourd'hui que le Parti québécois présentera une motion afin de mettre fin à de telles pensions injustes pour les gouverneurs généraux du Canada. Franchement, ça me donne envie de «tourner mon capot» et de devenir séparatiste.

J'espère qu'ils réussissent.

Denise Parnell

Gatineau, le 8 février 2012

REVUE DE PRESSE

Conflit moral

Manon Cornellier

La révélation par La Presse canadienne de la nouvelle politique du gouvernement Harper en matière d'utilisation d'informations obtenues sous la torture n'a pas provoqué une vague de réactions dans la presse anglophone. En fait, elles se sont faites rares, mais dans la quasi-totalité des cas, on soutenait qu'il ne peut y avoir de justification à l'usage de tels renseignements, circonstances exceptionnelles ou pas.

Le *Winnipeg Free Press* est le seul quotidien anglophone qui, au lendemain de ces révélations, s'est aussitôt rangé derrière le gouvernement. «Un mal nécessaire», titrait-il. Selon son équipe éditoriale, rejeter toute information obtenue sous la torture est «une position moralement forte mais pathétiquement irréaliste et potentiellement négligente». La nouvelle position «pose un défi sur le plan éthique, reconnaît-on, mais est plus pragmatique». Le quotidien convient que le Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS) doit être sur ses gardes lorsqu'il obtient de l'information de pays reconnus pour recourir à la torture, car cette information n'est pas fiable et est «moralement répugnante». En même temps, elle ne peut être sommairement écartée, surtout si elle pointe vers une menace potentiellement sérieuse à la sécurité publique, poursuit le *Free Press*. Selon lui, la population ne pardonnerait pas au gouvernement de ne pas prévenir un drame à cause de l'origine douteuse d'une information.

Dans le *National Post*, c'est l'animateur de radio torontois John Moore qui a pris position et ce fut pour dénoncer la politique des conservateurs. La torture est «inhumaine, inefficace et immorale», a-t-il martelé. La position du gouvernement peut paraître sensée à première vue, car personne ne

voudrait voir une bombe exploser au centre-ville de Toronto. Mais ce scénario en est un de fiction digne d'un épisode de 24 heures chrono. «Dans le monde réel, la torture ne marche tout simplement pas», insiste-t-il, avant de citer les conclusions d'un manuel du renseignement militaire américain qui montre que, durant la Deuxième Guerre mondiale, celles d'Algérie et du Vietnam et même à Guantánamo, c'est dans une pièce confortable et armée de cigarettes et de jeux de cartes que les militaires ont, 90 % du temps, soutiré des renseignements utiles. «La torture est morale ou ne l'est pas. Vous ne pouvez pas dire à vos ennemis que leur torture est un signe de dépravation, et même une raison pour renverser leur régime, et présenter comme un mal nécessaire celle à laquelle vous vous en remettez», conclut-il.

Tout ou rien

Le *St. John's Telegram*, de Terre-Neuve, est du même avis. «La liberté a un prix et ce n'est pas seulement celui payé au moment d'une guerre menée en son nom.» La protection contre les fouilles et saisies abusives, par exemple, exige d'accepter «que parfois des coupables passent entre les mailles du filet» quand la police a recours à des méthodes inappropriées. C'est parfois difficile à avaler, dit le *Telegram*, mais c'est le prix à payer pour protéger nos libertés fondamentales. Selon lui, la voie choisie par le gouvernement est celle de l'érosion lente de nos droits. En ouvrant la porte comme l'a fait le ministre Toews, le gouvernement dit, en définitive, que la fin justifie les moyens, déplore le *Telegram*. Le fait que la torture ait lieu à l'étranger «ne signifie pas que nous avons droit à un laissez-passer pour l'utiliser. Cela signifie seulement que quel qu'un d'autre s'est sali les mains. C'est une

honte de voir un pays qui s'est battu pour nos droits être prêt à les laisser aller», conclut-il.

L'*Ottawa Citizen* est tout aussi catégorique. «Il n'y a pas d'argument en faveur de la torture qui puisse résister à l'examen, ce qui explique peut-être que la directive du gouvernement conservateur [...] ait été donnée dans le plus grand secret.» Les arguments du *Citizen* font écho à ceux de Moore du *Telegram*: pratique «répugnante», contraire aux lois et aux valeurs canadiennes ainsi qu'aux traités internationaux, renseignements dépourvus de fiabilité. Évoquer des cas extrêmes de menace à la vie et à la sécurité, comme le font les conservateurs, n'améliore en rien notre sécurité, dit le *Citizen*. Ce serait même l'inverse. «Utiliser de l'information douteuse obtenue de victimes de torture qui sont prêtes à dire n'importe quoi pour mettre fin à leurs souffrances est même plus dangereux. Et ouvrir la porte à la torture, même si ce n'est que par une mince craque, envoie un message inquietant au reste du monde.»

Le *Vancouver Province* compare le ministre Toews à une femme qui dirait qu'elle est à moitié enceinte. Le gouvernement, écrit l'équipe éditoriale, ne peut dire que la torture est mal à la maison, même illégale, et affirmer du même souffle qu'il peut utiliser les renseignements obtenus de cette manière dans un autre pays. Il n'y a aucune justification qui vaille. Le *Province* insiste à son tour sur le peu de fiabilité de l'information ainsi obtenue. Par ailleurs, insiste le quotidien, les renseignements nécessaires à la prévention d'une menace peuvent être obtenus autrement, c'est-à-dire légalement. «Le ministre a raison de vouloir protéger les Canadiens, mais sa nouvelle politique sur la torture n'est pas la bonne manière d'y parvenir.»

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Torture et sécurité publique

Une odieuse légitimation de la torture

CHRISTIAN NADEAU

Professeur au Département de philosophie de l'Université de Montréal

Monsieur le premier ministre Stephen Harper, nous avons appris cette semaine la politique officielle de notre gouvernement au sujet des informations obtenues par la torture. Dans une lettre adressée à Richard Fadden, directeur du Service canadien du renseignement de sécurité, notre ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, condamne explicitement la torture. En revanche, poursuit-il, il faut revoir cette condamnation à la lumière du principe de sécurité publique.

Si nous ne nous accordons pas nécessairement sur son sens en raison de son propos alambiqué, la lettre de Vic Toews donne clairement un ordre: «*Dans des situations où un risque sérieux à la sécurité publique existe et où des vies sont peut-être en jeu, je m'attends et donc j'ordonne au SCRS de faire de la protection de la vie et de la propriété son principe premier [overriding priority] et de partager les informations nécessaires — décrites et qualifiées de manière adéquate — aux autorités appropriées.*» En clair, lorsque les circonstances le commandent, le principe de sécurité subordonne la condamnation de la torture. Le ministre a ensuite répété cette même logique en Chambre.

Le plus odieux, dans toute cette histoire, ce ne sont pas des gestes de torture commis par des individus au nom de la sécurité publique. Le plus révoltant est la légitimation de la torture par des autorités politiques élues démocratiquement. Certes, le ministre ne dit pas que les informations obtenues par la torture possèdent une valeur légale. Il ne dit pas non plus qu'elles seraient moralement acceptables. Mais il indique clairement que nous avons l'obligation morale et politique de ne pas nous en priver. Ce faisant, nous favorisons la torture en lui octroyant une légitimité en raison de son utilité supposée, et nous offrons une caution morale à ce que nous condamnons par ailleurs.

Notre responsabilité

Nous pourrions interpréter la lettre de Vic Toews comme une autorisation à la pratique de la torture par des agents ou des militaires canadiens, mais ce serait un mensonge. Cela n'excuse en rien notre



ILLUSTRATION CHRISTIAN TIFFET

gouvernement. Sa lettre donne clairement un ordre qui approuve le recours à des informations obtenues par la torture. [...]

A cela, il faut répondre plusieurs choses. D'une part, notre attitude pourrait être à l'origine des actes commis. Pas de torture sans marché pour l'information obtenue par ces «interrogatoires coercitifs». [...] En ayant recours à des informations obtenues par la torture, nous nous plaçons en situation de dette et il faudra en assumer les coûts.

D'autre part, si nul ne peut nous tenir pour responsables d'actes que nous n'avons pas commis, nous sommes en revanche pleinement responsables de notre relation à ces mêmes actes. Notre gouvernement ne peut se dérober de cette responsabilité.

L'engrenage de la torture

Monsieur Harper, nous tombons peu à peu dans cette même logique qui a donné lieu à la dérive sécuritaire aux États-Unis. Nos voisins

avaient le prétexte d'une panique engendrée par les attentats du 11-Septembre et entretenue pendant de nombreuses années par les populistes et un nationalisme va-en-guerre. Nous ne pouvons ni ne devons perpétuer cette manière de penser, car elle nous détruit de l'intérieur. Nous ne sommes plus les mêmes lorsque nous nous aveuglons volontairement par notre peur de l'ennemi. Nous ne sommes plus les mêmes lorsque nous fermons les yeux sur la torture si sa brutalité importe moins que notre repos.

Pourtant, comment dormir lorsque des hommes et des femmes hurlent de douleur? Comment peut-on voir notre sécurité dans ce qui au contraire attise partout la haine, le ressentiment et la cruauté? L'acceptation, même tacite, de la torture diminue notre capacité à différencier la menace réelle de sa probabilité, car nous sacrifions tout à l'autel de la sécurité. Peu à peu, ce que nous excusons de manière exceptionnelle de-

vient convenable parce que nous en banalisons la portée morale. [...]

Nos devoirs respectifs

Les actes de torture commis contre le peuple algérien au moment de la guerre d'indépendance souillent encore l'image de la France. Les Britanniques ont sur la conscience les crimes commis en Irlande du Nord. Tsahal, l'armée israélienne qui se targue de ses hauts standards en matière d'éthique, et le Shabak ou Shin Bet sont frappés d'amnésie lorsque nous évoquons la torture des Palestiniens dans les territoires occupés. Je me demande également comment font nos voisins américains pour se regarder chaque matin dans le miroir, sachant ce qu'ils ont commis en Irak, en Afghanistan, à Guantánamo ou sur l'une ou l'autre de leurs bases secrètes.

Dans certains cas, la responsabilité de tous a entraîné le militantisme et l'action civique de quelques-uns. Mais cela ne suffit pas. Je suis convaincu de la nécessité d'un bannissement absolu de la torture. Une telle chose n'a toutefois guère de chances de succès si elle ne fait pas l'objet d'une compréhension fondamentale des enjeux en présence de la part des élites politiques et de l'ensemble de la société civile. [...]

Ma propre responsabilité m'oblige à lutter par tous les moyens et toutes les compétences dont je dispose pour atténuer ma complicité dans des politiques odieuses, ce qui est bien peu, je le concède. Quant à vous, votre pouvoir, fût-il plébiscité et accepté par la population, n'en a pas moins de lourdes obligations, précisément en raison de son étendue. Si nous sommes encore en démocratie, et vous reconnaîtrez comme moi que nous le sommes, vos obligations morales n'en sont que plus strictes.

Nous pouvons comprendre que votre défense des droits de la personne lors de votre voyage en Chine ait été peu écoutée là-bas si votre gouvernement s'acharne ici à les compromettre. L'impunité organisée, un trait commun des gouvernements autoritaires, qu'ils soient ou non démocratiques, exige une concertation des plus forts dont vous ne serez pas toujours capables. La force finit par s'épuiser, la justice seule est capable de longévité. Un jour, la démocratie au Canada reprendra son véritable sens. Rassurez-vous, vous ne serez pas le seul à être jugé. Nous devrons également tâcher de comprendre ce que diable nous allions faire dans votre galère.

Digressions sur l'amour



DENISE BOMBARDIER

Prenons une pause de nos débats sociaux et politiques puisque le mardi 14, la Saint-Valentin, nous y invite. Bien sûr, les indifférents aux fêtes du calendrier liturgique, à celles de Noël et de Pâques, ainsi qu'aux fêtes des Mères et des Pères, ces «récupérations commerciales», ceux-ci n'en ont cure, eux qui échappent aux niaiseries populaires et sentimentales. Grand bien leur fasse. Mais nous sommes nombreux à apprécier ces moments, sorte de rites annuels, qui provoquent un effort de générosité et une réflexion aussi sur la vie, la mort et l'amour.

J'ai rencontré peu de gens, même parmi les moins expansifs, les plus discrets, qui refusaient de raconter le début de leurs histoires d'amour. Sans doute parce que le sentiment qui préside à l'émoi est vécu comme une naissance, ou plus exactement comme une renaissance. L'anglicisme le moins rebutant, «tomber en amour», correspond littéralement à l'émotion qui submerge lorsque l'autre, encore inconnu et mystérieux, renverse à la fois nos certitudes et nos habitudes. Cette émotion inattendue, imprévisible, à la fois violente (car on se sent tomber presque physiquement) et enivrante, appartient à l'exaltation de vivre.

En dépit de toutes les perturbations et de toutes les mutations subies dans ce monde de fou, obsédé de compresser le temps, de réduire les distances, d'échapper à la loi de la gravité, ce monde actuel de la virtualité, l'amour demeure le dernier repli de l'humanité espérante. En ce sens, les ruptures amoureuses sont avant tout l'expression d'une trop grande idéalisation de l'amour qu'il ne faut pas interpréter comme une perte de foi dans le sentiment amoureux. À preuve, la majorité des écolopés du cœur pratiquent la récurrence. L'augmentation de l'espérance de vie porte fruits. Il y a des amours tardives aussi délectables que les crûs classés des vendanges tardives. Pour paraphraser Richard Desjardins, «*quand on aime une fois, on aime pour toujours*», mais il arrive que cette réalité se répète au cours d'une même vie.

D'une certaine manière, on ne cesse pas d'aimer ceux que l'on a aimés. En ce sens, la fidélité demeure. Les désamours ne relèveraient-ils pas plutôt des conjonctures de la vie, de l'évolution des personnes à une étape donnée lorsque les chemins s'éloignent ou se perdent? Car il y a un réconfort certain à ne pas renier les amours anciennes afin de ne pas altérer sa propre capacité à aimer encore et toujours.

L'amour échappe à toute rationalité, à toute psychologie de la psychologie pop, à tous les codes et à ces garde-fous sociaux. Le sentiment amoureux ne s'explique pas, ne se justifie pas, ne se décrit que pas. Il nous enferme dans son mystère, nous grise et de façon fugace nous fait découvrir la lueur de l'immortalité. Et l'amour, parce qu'il est aveugle, permet à chacun au-delà des canons de la beauté, de l'âge, des classes sociales, d'espérer le croiser sur sa route.

Les déchirements amoureux sont indissociables du sentiment lui-même. Aimer c'est souffrir inévitablement. Le début des amours rend euphorique, mais cette euphorie ne nous immunise pas contre les peines à venir. C'est sans doute pour cela «*qu'on voudrait mourir lorsqu'on est heureux*», comme le chante Isabelle Aubert.

Certains sont plus doués que d'autres pour le bonheur amoureux. J'ai rencontré cette semaine un couple de soixante ans, marié depuis quarante-trois ans, qui s'est connu à treize ans. Elle était la plus belle de l'école, se rappelle-t-il encore. Un jour, quelques années plus tard, ils se sont retrouvés. «*Je vais te marier et t'emmener voir le tombeau de Lénine*», lui a-t-il déclaré en guise de demande en mariage. C'était dans les années soixante, il admirait Lénine et avant tout Marie Curie. Ils se sont épousés et sur la place Rouge, devant le tombeau de son idole, il a pleuré toutes les larmes de son corps avec sa bien-aimée à ses côtés. Puis, le pèlerinage s'est poursuivi à Paris, au laboratoire de sa première idole.

Cet homme toujours fou de sa femme se souvient de tout. Or, il y a un an, on l'a diagnostiqué. Il est atteint de la maladie d'Alzheimer. L'autre soir, à table, la vivacité de sa mémoire amoureuse donnait à penser que sa longue et exceptionnelle histoire d'amour avec celle qu'il regarde avec des yeux à la fois allumés et inquiets sera la dernière à s'effacer de son esprit. Sa femme écoutait le récit de leur longue vie aussi prospère qu'amoureuse avec l'admiration que commande l'amour. Il fallait être attentif pour percevoir chez elle la sourde angoisse que cette éclatante mémoire amoureuse ne s'efface lentement et inexorablement.

Le sentiment amoureux a traversé tous les cataclysmes, toutes les guerres, toutes les modes. L'amour au XXI^e siècle, malgré ce qu'on en dit, malgré les caricatures, malgré les désacralisations, malgré le cynisme affiché et la peur de l'engagement travestie en choix de vie émanicipée, cet amour demeure le seul remède contre l'angoisse de vivre si présente dans notre monde tumultueux de l'individualisme régnant.

denbombardier@videotron.ca

Protection des sources

Tentative d'intimidation contre les journalistes

BRIAN MYLES

Président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec

La Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) doit une fière chandelle au monde policier. En procédant à des saisies de matériel dans les salles de rédaction pour documenter la «menace» des mouvements sociaux, à la fin des années soixante, ils ont contribué à l'émergence d'une solidarité professionnelle. La FPJQ est née en 1969 de la nécessité de faire avancer une cause commune: la protection des sources. Cette solidarité se manifeste à nouveau avec l'annonce d'une enquête de la Sûreté du Québec (SQ) sur les fuites dans l'affaire Davidson. Cette offensive policière ébranle les fondements du journalisme d'enquête, un genre qui fait trembler et tomber des gouvernements.

La SQ a reçu du ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, le mandat de débusquer les responsables des fuites dans les médias sur les circonstances dans lesquelles l'ex-policier Ian Davidson a pu se balader avec la liste des informateurs du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), un document de la plus haute importance stratégique qu'il aurait tenté de vendre au crime organisé avant de se suicider.

Cette enquête est une véritable tentative d'intimidation sur les journalistes et leurs sources. On voudrait les faire taire à la veille d'une campagne électorale qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

«Partie de pêche»

Le ministre Dutil et le premier ministre Jean

Charest refusent obstinément de donner les assurances réclamées par la FPJQ et l'ensemble des grands médias afin que la SQ ne vienne pas nuire au travail des journalistes. Ce faisant, ils laissent planer un risque bien réel que l'enquête débouche sur une «partie de pêche» dans les sources journalistiques, ce qui constitue une atteinte à la liberté de presse dont ils ne saisissent pas la gravité.

Les tribunaux ont reconnu à plus d'une reprise l'importance de la protection des sources et du matériel journalistique. Dans l'affaire «Ma Chouette», impliquant le journaliste du *Globe and Mail* Daniel Leblanc, en 2010, la Cour suprême a accordé une protection au cas par cas selon le test de Wigmore. Le secret des sources n'est pas absolu pour les journalistes; les tribunaux mettent dans la balance l'importance de la divulgation de la source pour l'administration de la justice et l'intérêt public à préserver sa confidentialité. Dans cet exercice d'équilibrage, une attention particulière est portée à l'intérêt élevé que porte le public au journalisme d'enquête.

Dès 1984, la Cour suprême a mis le holà aux perquisitions et aux fouilles abusives dans les salles de rédaction (Hunter c. Southam). Le principe a dû être réaffirmé en 1996 dans la cause de Juliet O'Neill, une journaliste de l'*Ottawa Citizen* dont la GRC avait perquisitionné le domicile pour découvrir ses sources dans l'affaire Maher Arar. À bon escient, la Cour supérieure de l'Ontario a cassé les mandats de perquisition et a invalidé un article de la Loi sur la protection de l'information, au nom de la liberté d'expression et de son corollaire: la liberté de presse.

Des sources nécessaires

Plus un sujet est litigieux, plus le recours à des sources anonymes est nécessaire pour les journalistes. Les titulaires de charges publiques risquent leur carrière et leur réputation s'ils parlent à visage découvert aux journalistes. En fait, aucune enquête journalistique d'envergure ne peut être menée à terme sans le recours aux sources anonymes. Il suffit de penser au scandale des commandites, qui a démolit le Parti libéral du Canada au Québec, ou au Watergate, qui a chassé Richard Nixon de la Maison-Blanche en 1974.

Dans l'actualité récente, les enquêtes sur l'infiltration des chantiers de construction par le crime organisé et le favoritisme dans l'octroi des contrats publics ont été menées grâce à des sources anonymes. La FPJQ est fière du travail accompli par les journalistes. Rarement ont-ils eu accès à autant de sources fiables, de leur propre aveu. Si c'est le cas, c'est parce que les institutions démocratiques ne tournent pas rond.

Dans l'affaire Davidson, les journalistes se sont intéressés aux failles systémiques dans la protection des informateurs du SPVM, un sujet qui revêt un indéniable caractère d'intérêt public. Le monde policier s'intéresse plutôt aux fuites qu'aux failles, sur instruction d'un ministre qui joue les Ponce Pilate en affirmant qu'il ne fait que répondre à une demande du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). C'est le monde à l'envers.

Les journalistes du Québec n'accepteront pas que l'Etat farfouille dans leurs carnets d'adresses.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Desjardins (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Bloux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé); Information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters); Information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); Information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); Information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Gharneau (carticaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet); Marie-Pier Frappier et Genevieve Tremblay (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétariat à la rédaction); Karl Retino-Parazelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Béherer (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer Tremblay (commis internet); BOMBARDIER Denise Bombardier (éditorialiste); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxime-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

